

# Des sites pour le développement durable :

réaliser le potentiel des sites désignés par l'UNESCO pour faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030



Résumé

Le présent document est un résumé du rapport : Des sites pour le développement durable : réaliser le potentiel des sites désignés par l'UNESCO pour faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le rapport principal est accessible sur cette page : [https://unesco.org.uk/sites\\_for\\_sustainable\\_development\\_main\\_report](https://unesco.org.uk/sites_for_sustainable_development_main_report)

Les renseignements supplémentaires appuyant le rapport principal sont disponibles sur cette page : [https://unesco.org.uk/sites\\_for\\_sustainable\\_development\\_supplementary\\_information](https://unesco.org.uk/sites_for_sustainable_development_supplementary_information)

### **Constitutrices et contributeurs**

Tim Carter, Niexo, Londres (Royaume-Uni)

Eleanor R. Haine, Commission canadienne pour l'UNESCO, Ottawa (Canada)

Alexander J. Kent, Canterbury Christ Church University, Canterbury (Royaume-Uni)

Matthew Rabagliati, UK National Commission for UNESCO, Londres (Royaume-Uni)

### **Remerciements**

La Commission canadienne pour l'UNESCO et la UK National Commission for UNESCO aimeraient remercier les équipes représentant les 41 sites désignés par l'UNESCO du Canada et du Royaume-Uni qui ont répondu à l'enquête; les gestionnaires des sites ayant fourni des études de cas; Jasmin Droegge, administrateur de l'enquête et des analyses préliminaires; Moira Nash, qui a contribué au processus de rédaction; et Patti Ryan pour la révision du rapport.

Nous remercions les réviseuses et réviseurs suivants pour leur participation et leur rétroaction précieuses aux premières versions du rapport : David Fairbairn, Ed Forrest, Camille Corti-Georgiou, Susanna Kari, Rebecca Kennedy, Helen MacLagan, Marlen Meissner, Lutz Möller, Godfrey Nowlan, Martin Price, Kate Pugh, Maureen Reed, David Schimpky, Aarin Shapiro, Pam Shaw, Kristof Vandenberghe et Liette Vasseur.

Cette étude a été financée par la Commission canadienne pour l'UNESCO et par le Arts and Humanities Research Council.

**Publié en 2022 par**

Commission canadienne pour l'UNESCO  
150, rue Elgin  
CP 1047  
Ottawa (Ontario) K1P 5V8  
Canada

et

UK National Commission for UNESCO  
Suite 98  
3 Whitehall Court,  
London SW1A 2EL  
UK

[ccunesco@ccunesco.ca](mailto:ccunesco@ccunesco.ca)  
+1-613-566-4414

[info@unesco.org.uk](mailto:info@unesco.org.uk)  
+44(0) 207 766 3492

© CCUNESCO / UKNC, 2022

ISBN 978-0-904608-09-0



Cette publication est disponible en libre accès en vertu de la licence 4.0 International de Creative Commons (attribution, utilisation commerciale interdite, partage dans les mêmes conditions). Pour consulter la licence, visiter le <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>.

**Citation suggérée :**

Commission canadienne pour l'UNESCO et UK National Commission for UNESCO (2022). *Des sites pour le développement durable : réaliser le potentiel des sites désignés par l'UNESCO pour faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : résumé*. T. Carter, E.R. Haine, A.J. Kent, M. Rabagliati. Commission canadienne pour l'UNESCO, Ottawa (Canada) et UK National Commission for UNESCO, Londres (R.-U.), 19 pages.

Photo de la couverture : Lors d'une sortie en plein air à la Réserve de biosphère de Waterton, en Alberta, des élèves explorent les invertébrés aquatiques et découvrent la gestion des zones humides / Jen Jenkins  
Graphisme et typographie de la page couverture : Adam Cohen

**Commission canadienne pour l'UNESCO**

La Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) est le lien entre les Canadiennes et Canadiens et le travail essentiel de l'UNESCO – l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Par l'entremise de ses réseaux et partenaires, elle assure la promotion des valeurs, priorités et programmes de l'UNESCO au Canada et fait entendre la voix des experts de la société civile à l'international. La CCUNESCO relève du Conseil des arts du Canada. Pour en savoir plus, visitez la page <https://fr.ccunesco.ca/>.

**United Kingdom National Commission for UNESCO**

La United Kingdom National Commission for UNESCO (UKNC) appuie l'apport du Royaume-Uni à l'UNESCO et fait profiter le Royaume-Uni des bénéfices de l'UNESCO. Nous sommes la principale plateforme du Royaume-Uni pour toutes les questions liées à l'UNESCO. Nous sommes un organisme à but non lucratif indépendant financé par le gouvernement britannique. Nos principaux mandats sont de fournir de l'expertise et des conseils politiques adaptés aux gouvernements britannique et délégués sur les enjeux liés à l'UNESCO; d'appuyer le programme du gouvernement britannique pour aider l'UNESCO à atteindre ses buts; et de conseiller et d'aider les particuliers et les établissements du Royaume-Uni, des territoires d'outre-mer et des dépendances de la Couronne dans l'accès aux désignations et aux prix de l'UNESCO. Nous soutenons et promovons par ailleurs plus de 165 projets et sites de l'UNESCO au Royaume-Uni. Pour en savoir plus, visitez la page [www.unesco.org.uk](http://www.unesco.org.uk) (en anglais seulement).

## Introduction

Les personnes et les communautés du monde entier sont confrontées à des défis sans précédent qui vont s'accélérer au cours des prochaines décennies. Qu'il s'agisse d'inondations catastrophiques, d'effondrement d'écosystèmes ou d'extrême pauvreté, personne ne sera épargné. Nous avons besoin de toute urgence de partenariats, de ressources et d'activités à l'échelle locale, nationale et internationale pour relever ces défis interconnectés, les atténuer ou nous y adapter. Le présent rapport décrit la manière dont le réseau mondial de sites désignés par l'UNESCO, comprenant 1154 sites du patrimoine mondial, 169 géoparcs mondiaux et 727 réserves de biosphère, peut aider les parties prenantes à mettre en œuvre des approches de développement durable pour atteindre ce but.

Le rapport est basé sur une étude que les Commissions nationales du Canada et du Royaume-Uni pour l'UNESCO ont menée pour explorer le regroupement des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, de ses géoparcs et de ses réserves de biosphère en tant que « sites pour le développement durable ».

L'aggravation de la chaleur et de la sécheresse dues aux changements climatiques augmente les risques de feux de forêt. Parcs des montagnes Rocheuses canadiennes, site du patrimoine mondial de l'UNESCO / Miriam / Adobe Stock





Le site du patrimoine mondial de l'UNESCO de l'abbaye de Fontaines et de Studley Royal ainsi que le paysage qui l'entoure sont confrontés à une augmentation des inondations et des autres problèmes liés au climat. Inondations du cloître de l'abbaye de Fontaines en juin 2007. / The National Trust

### **L'étude a été guidée par quatre questions :**

- Quelles valeurs et quels outils le réseau mondial de sites possède-t-il que les gestionnaires de sites pourraient exploiter pour aider les communautés locales et les parties prenantes à relever les défis du développement durable?
- À quelles menaces et à quels défis interdépendants les sites sont-ils confrontés?
- Quels sont les menaces et les défis communs des différents types de sites désignés?
- Quels sont les défis financiers, humains et informationnels auxquels les gestionnaires de sites sont confrontés dans la mise en œuvre d'une approche de sites pour le développement durable?

### **L'étude s'est appuyée sur :**

- un examen du positionnement des sites désignés comme sites de développement durable dans les stratégies et documents de l'UNESCO;
- d'autres littératures grises;
- une recherche originale avec des gestionnaires de sites désignés.

## Le développement durable et la nécessité d'adopter des approches « nexus »

Le Programme 2030 pour le développement durable est un plan d'action pour les personnes, la planète et la prospérité qui définit 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles visant à garantir que personne ne soit laissé pour compte. Ceux-ci sont intégrés dans les trois dimensions du développement durable : économique, sociale et environnementale. L'UNESCO ajoute une quatrième dimension, la culture.

Dans *Doughnut Economics*, le « beignet » présenté par l'auteure Kate Raworth illustre le défi que représente la réalisation de ces objectifs. Il se compose de deux anneaux concentriques : une fondation sociale, pour que personne ne manque de l'essentiel, et un plafond écologique, pour que l'humanité ne dépasse pas collectivement les limites planétaires qui protègent les systèmes vitaux de la Terre. Entre ces deux ensembles de frontières se trouve un espace en forme de beignet qui est à la fois écologiquement sûr et socialement juste : un espace où l'humanité peut prospérer.

Dans un même ordre d'idées, le Stockholm Resilience Centre exprime la relation entre les trois dimensions du développement durable et les ODD en illustrant que les économies et les sociétés font partie intégrante de la biosphère.

Le Programme 2030 a été adopté en 2015. Toutefois, il est préoccupant de constater que le monde prend du retard dans la réalisation des ODD :

- En 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a souligné l'importance d'agir à l'échelle mondiale, locale et individuelle pour lutter contre la crise climatique dans son rapport spécial intitulé « Gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique ».
- En 2019, reconnaissant que l'action pour atteindre les ODD du Programme 2030 des Nations Unies n'avancait pas à la vitesse ni à l'échelle nécessaires, le Secrétaire général des Nations Unies (ONU) a invité tous les secteurs de la société à se mobiliser en faveur d'une décennie d'action dans trois domaines, en demandant :

**... une action à l'échelle mondiale, visant à assurer un plus grand leadership, davantage de ressources et des solutions qui auront plus d'effets sur les objectifs de développement durable; une action locale, qui intègre les transitions nécessaires dans les politiques, budgets, institutions et mécanismes de gouvernance des États, des villes et des autorités locales; et une action populaire, menée par les jeunes, la société civile, les médias, le secteur privé, les syndicats, les universités et d'autres parties prenantes, afin de créer un mouvement irréversible faisant avancer ces objectifs.**

Vue aérienne du château de Dudley, Dudley. Géoparc mondial UNESCO Black Country, Royaume-Uni. / UAV4



- En 2020, un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques a révélé que plus de 100 cibles des ODD ne seront pas atteintes sans un engagement et une coordination appropriés avec les gouvernements locaux et régionaux. Ce rapport présentait un cadre pour remodeler entièrement les politiques de développement durable et recommandait d'associer tous les acteurs de la société civile à la définition des visions et des stratégies de développement locales et régionales.

Les ODD donnent la marche à suivre pour s'attaquer aux menaces et aux défis mondiaux, mais il est devenu évident qu'ils ne pourront être atteints que si toutes les parties prenantes et les détenteurs de droits concernés, y compris les peuples autochtones, travaillent ensemble pour gérer les menaces interconnectées en adoptant des approches « nexus », c'est-à-dire des stratégies qui tiennent compte des interactions intersectorielles et interrégionales.

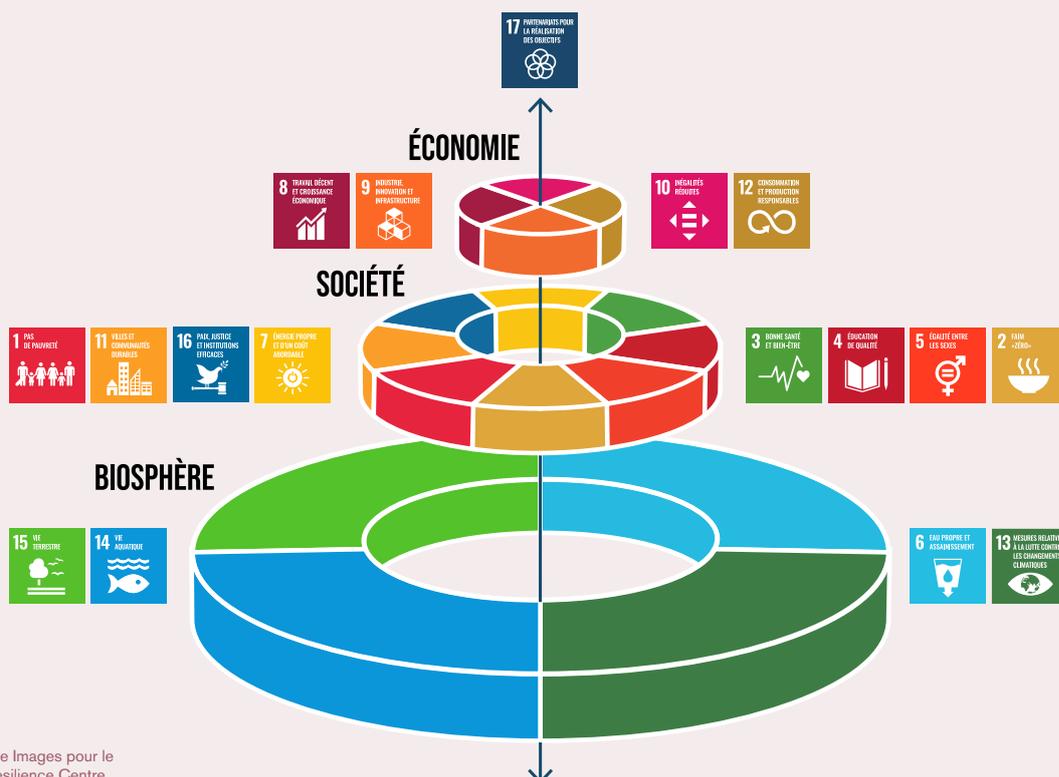
L'UNESCO s'est positionnée comme l'une des principales agences des Nations Unies sur ces

approches. Elle contribue au Programme 2030 en reliant la protection de la diversité naturelle et culturelle au développement durable par le biais d'instruments normatifs (tels que des conventions, des recommandations et des déclarations) et en utilisant ses programmes et réseaux internationaux pour étendre les partenariats de l'échelle mondiale à l'échelle locale, et vice versa.

En ce qui concerne les sites, l'UNESCO positionne de plus en plus les réserves de biosphère, les géoparcs mondiaux et les sites du patrimoine mondial comme des « sites pour le développement durable », affirmant qu'ils peuvent relever les défis mondiaux grâce à une approche « nexus » qui combine les connaissances scientifiques et locales et une gouvernance adaptative, participative et inclusive pour :

- réduire la perte de biodiversité;
- préserver la géodiversité;
- améliorer les moyens de subsistance des communautés locales;
- améliorer les conditions sociales, économiques et culturelles de la population.

**Figure 1 : Les économies et les sociétés font partie intégrante de la biosphère.**



## Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les sites désignés par l'UNESCO

Individuellement et collectivement, les sites désignés par l'UNESCO sont au cœur des éléments fondamentaux du Programme 2030 (soit le développement économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement) et des actions à l'échelle mondiale, locale et individuelle.

### Les réserves de biosphère

Les réserves de biosphère sont des zones d'écosystèmes terrestres, marins et côtiers qui préconisent des solutions visant à concilier la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable par les populations. Reconnues comme étant des « lieux d'apprentissage du développement durable », ces réserves servent à tester des approches interdisciplinaires pour comprendre et gérer les changements et les interactions entre les systèmes sociaux et écologiques. Ce travail comprend la prévention des conflits et la gestion de la biodiversité.

Ces régions modèles répondent aux objectifs du Programme sur l'Homme et la biosphère de l'UNESCO visant à :

- préserver la biodiversité, restaurer et améliorer les services écosystémiques, et favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles;
- contribuer à construire des sociétés et des économies saines et équitables et des établissements humains prospères en harmonie avec la biosphère;
- faciliter la science de la biodiversité et de la durabilité, l'éducation au service du développement durable et le renforcement des capacités;
- soutenir l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et à d'autres aspects du changement environnemental mondial.

Rassemblement régional Hišinq'iił, Région de biosphère de la baie Clayoquot, Colombie-Britannique, Canada / Melody Charlie





La Vieille ville et la Nouvelle ville d'Edimbourg, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, participe à l'Atlas en collaboration avec d'autres villes du patrimoine mondial à travers l'Europe. Le patrimoine mondial prévoit travailler sur les défis communs de durabilité afin de faire tomber les barrières entre le patrimoine et la durabilité. / RodrigoVA

## Les géoparc

Dans les géoparc mondiaux de l'UNESCO, les sites et paysages d'importance géologique internationale sont gérés selon un concept holistique de protection, d'éducation et de développement durable. Cette approche combine conservation et développement durable.

Les géoparc répondent aux objectifs du Programme international de géosciences et des géoparc de l'UNESCO, à savoir :

- protéger les géosites au sein du territoire des géoparc;
- encourager le (géo)tourisme durable;
- favoriser la sensibilisation et la compréhension des jeunes et des visiteurs à l'égard du patrimoine géologique et de l'histoire des régions;
- promouvoir la recherche en sciences de la Terre.

Les géoparc conservent et promeuvent également le patrimoine culturel matériel et immatériel. Comme les réserves de biosphère, ils sont promus en tant que « laboratoires du développement durable » par l'UNESCO. Bien qu'il n'y ait pas de plan d'action actuel pour les géoparc mondiaux de l'UNESCO, leurs contributions réelles et potentielles aux ODD sont bien documentées.

## Les sites du patrimoine mondial

Un site du patrimoine mondial est un point de repère ou une zone qui bénéficie de la protection juridique de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de l'UNESCO de 1972, communément appelée la Convention du patrimoine mondial. Pour être considérés pour la désignation, les sites doivent avoir une valeur universelle exceptionnelle et répondre au minimum à l'un des 10 critères de sélection, et le pays d'accueil doit démontrer son engagement total à préserver le patrimoine concerné. Les sites du patrimoine mondial comprennent des ruines anciennes ou des sites archéologiques, des structures historiques, des bâtiments, des paysages culturels, des itinéraires culturels, des villes, des caractéristiques naturelles, des écosystèmes importants, des zones protégées et des monuments. Parmi les exemples les plus connus, citons la Grande Barrière de corail, l'Acropole d'Athènes, les îles Galapagos et la Grande Muraille de Chine.

Il est attendu des pays qu'ils intègrent le document de la Politique pour l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial (2015) de l'UNESCO dans les programmes et activités qui ont trait à la Convention du patrimoine mondial et aux sites. La dernière version des Orientations (2021) stipule que la protection et la conservation du patrimoine naturel et culturel constituent « une contribution importante au développement durable ».

## Les approches participatives de la gestion des sites pour le développement durable

Pour œuvrer au développement durable, les gestionnaires de sites et les parties prenantes doivent trouver un juste équilibre entre les préoccupations environnementales, économiques, sociales et culturelles et agir à l'échelle locale, nationale et internationale. Les attributs clés qui placent tous les types de sites désignés par l'UNESCO au cœur du Programme 2030 sont leurs mandats individuels et collectifs pour :

- opérer dans plusieurs secteurs;
- adopter une approche holistique de l'utilisation des sols et du développement humain;
- veiller à ce qu'un large éventail de parties prenantes et de détenteurs de droits coordonne et gère les sites.

Les gestionnaires de sites désignés doivent faire part des leçons qu'ils tirent des approches participatives à l'échelle locale aux autres membres des réseaux internationaux auxquels ils appartiennent. L'idée est de renforcer les ponts entre l'échelle mondiale et locale qui sont importants pour faire avancer le développement durable.

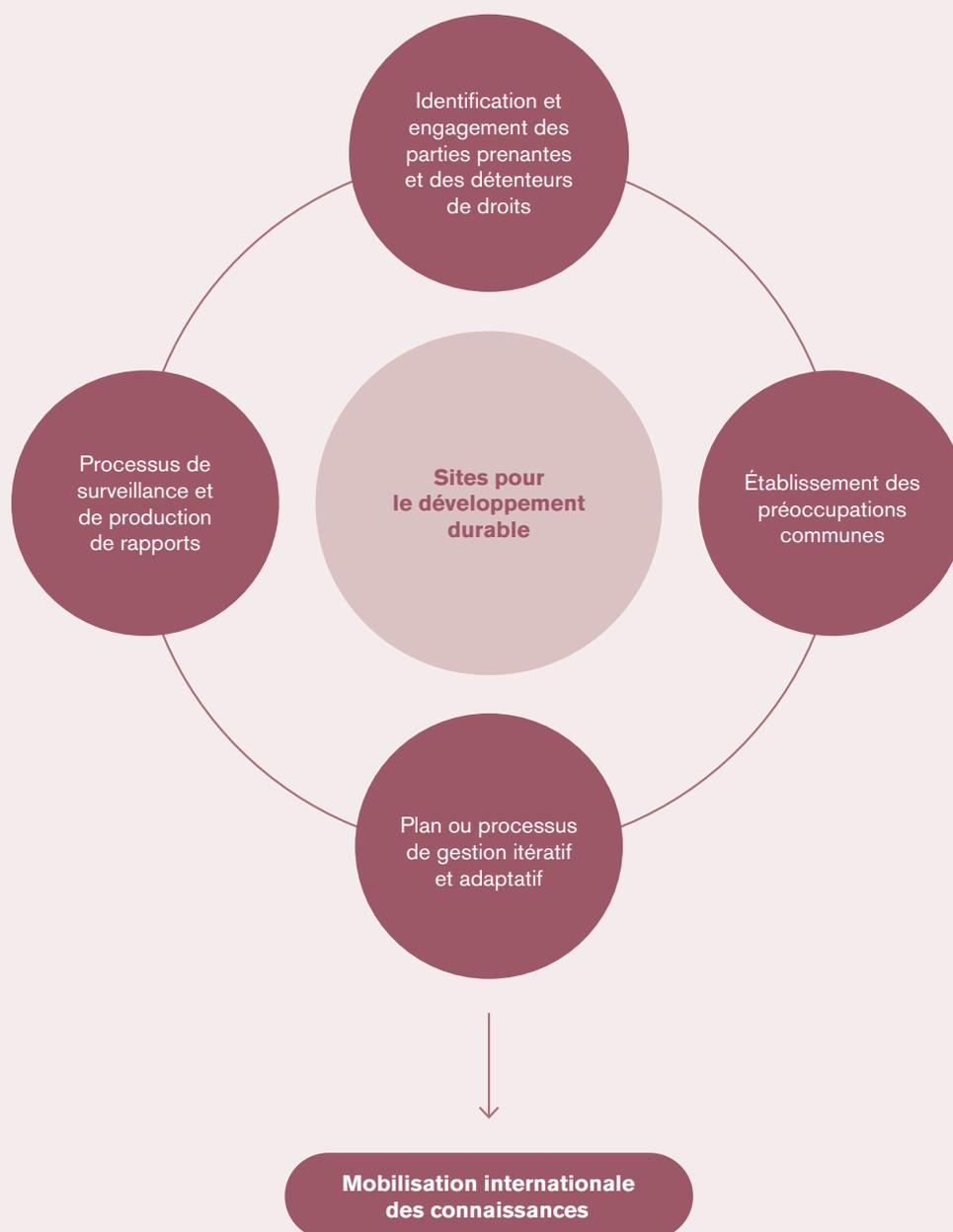
Les études de cas de la réserve de biosphère de la baie Clayoquot (Canada), du géoparc mondial de l'UNESCO de Black Country (Royaume-Uni) et des sites du patrimoine mondial de l'abbaye de Fontaines et de Studley Royal (Royaume-Uni) illustrent les attributs que les gestionnaires de sites désignés par l'UNESCO peuvent utiliser pour rassembler de multiples parties prenantes et détenteurs de droits (tels que les entreprises, les communautés, les agences gouvernementales, les peuples autochtones et les groupes de défense du patrimoine et de la nature) afin de relever les défis du développement durable (figure 2). Les exemples du partage international de connaissances illustrent la manière dont les enseignements tirés d'un site peuvent être appliqués à d'autres au sein des réseaux mondiaux des trois désignations.

Les résultats de l'étude montrent également la valeur et le potentiel souvent inexploité de ces sites pour les décideurs, les gouvernements et les chercheurs qui testent des approches participatives du développement durable et démontrent le besoin de nouveaux guides pratiques interdisciplinaires, de méthodologies, de conseils et de recherches pour les parties prenantes travaillant sur les sites et les paysages.

Restauration de la rivière au domaine de Threave, National Trust for Scotland avec Galloway Glens Landscape Partnership. La biosphère Galloway et Southern Ayrshire de l'UNESCO, Royaume-Uni. / The Galloway Glens Landscape Partnership



**Figure 2: Une caractéristique essentielle des sites désignés par l'UNESCO est leur appartenance à des réseaux internationaux qui facilitent la mobilisation des connaissances afin qu'ils puissent faire part de leurs expériences et apprendre des autres sites.**



## Les principales menaces pour le développement durable sur les sites désignés par l'UNESCO

L'enquête, menée auprès de 41 réserves de biosphère, géoparcs mondiaux et sites du patrimoine mondial, a révélé que les sites sont confrontés à tout un éventail de menaces liées au développement durable. Celles qui ont été le plus souvent relevées sont :

- les ressources financières;
- les impacts du tourisme, de la fréquentation et des loisirs;
- les inondations;
- le logement;
- les tempêtes.

Comme le montre le tableau suivant, quelques différences sont observées dans les trois principales menaces spécifiques par type de désignation.

Réserves de biosphère
1. Espèces exotiques envahissantes
2. Ressources financières
3. Foresterie et production de bois
Géoparcs mondiaux
1. Ressources financières
2. Effets du tourisme, de la fréquentation et des loisirs
3. Tempêtes
Sites du patrimoine mondial
1. Logement
2. Inondation
3. Effets du tourisme, de la fréquentation et des loisirs

La gestion efficace d'un site nécessite trois éléments :

- des plans de gestion;
- l'implication des partenaires, des parties prenantes et des détenteurs de droits;
- des ressources humaines et financières nécessaires à la réalisation des plans.

Les recherches originales de l'étude – combinées à des études de cas basées sur des entretiens avec les personnes interrogées et un examen des processus de rapports périodiques – ont montré que les sites désignés par l'UNESCO n'atteignent pas leur pleine capacité pour mettre en œuvre des approches de développement durable.

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence des défis importants, notamment en termes de gestion et de facteurs institutionnels, tels que les ressources humaines et financières. De nombreux gestionnaires de sites ne disposaient pas non plus des données et des outils nécessaires pour surveiller les menaces pesant sur le développement durable et en rendre compte.

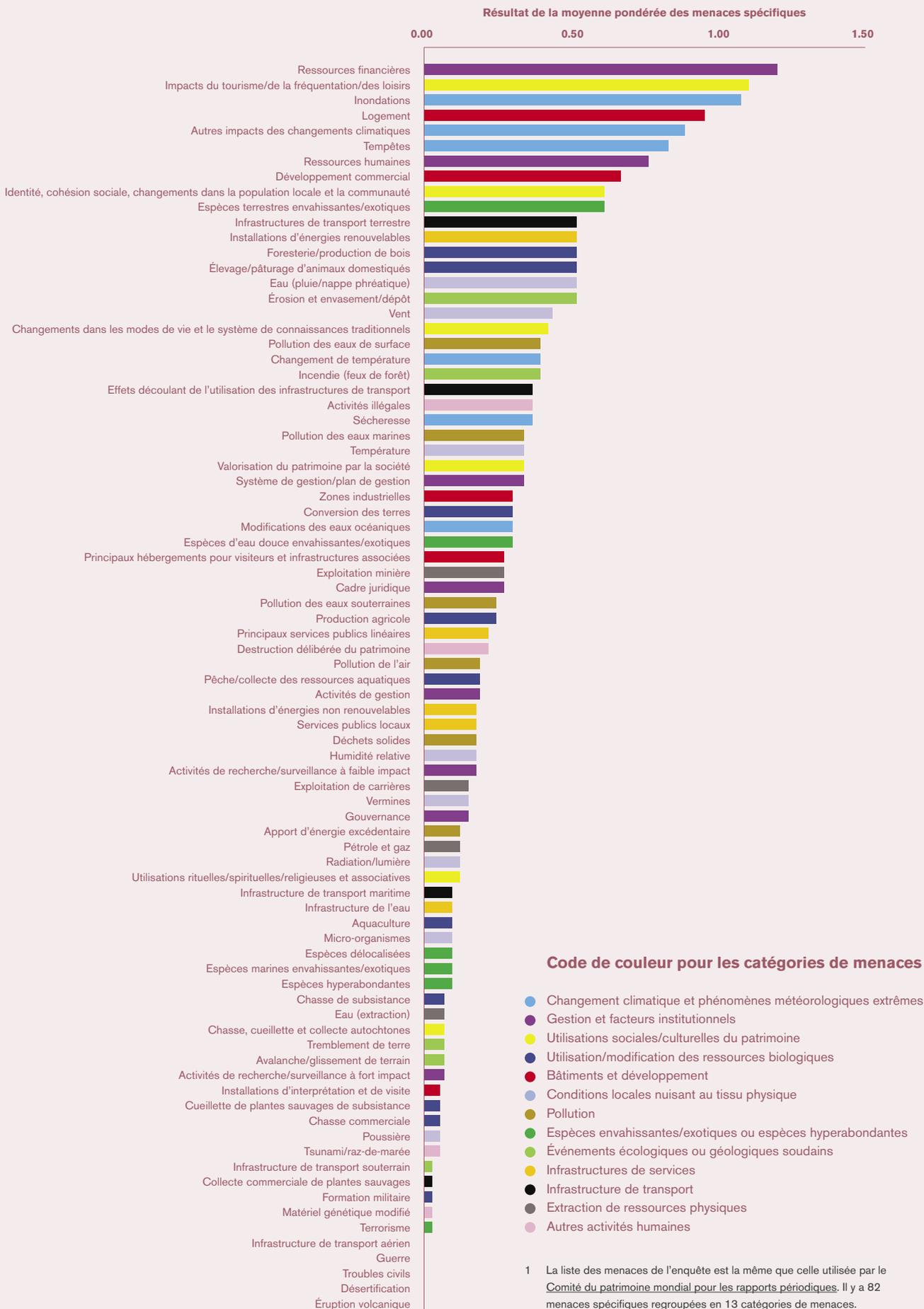
Une analyse typologique a révélé que différents types de sites désignés dans différents pays étaient confrontés à des menaces similaires. Cette constatation offre des possibilités d'échange de connaissances entre les pays et les types de sites.

Cette approche innovante de l'analyse pourrait être appliquée pour aider les gestionnaires de sites désignés par l'UNESCO à relever d'autres sites confrontés à des menaces similaires afin qu'ils puissent mettre en commun leurs connaissances, leurs ressources et leurs financements et planifier leur collaboration avec les acteurs locaux pour relever les défis du développement durable.

« L'étalement urbain est une menace puisque la région continue de s'étendre vers l'extérieur plutôt que vers le haut. »

Réserve de biosphère, Canada

**Figure 3 : La hiérarchie complète des menaces spécifiques est présentée ici, avec un code de couleurs selon les 13 catégories de menaces<sup>1</sup>. Parmi les 82 menaces spécifiques possibles incluses dans l'enquête, seules cinq n'ont pas été mentionnées comme un problème pour les sites au Royaume-Uni et au Canada : les infrastructures aériennes et de transport, la guerre, les troubles civils, la désertification et les éruptions volcaniques.**



**Figure 4. Une analyse typologique a regroupé les sites désignés de différents pays en fonction des menaces qu'ils ont relevées dans l'enquête.**

Groupe 1	Groupe 2
Inondations	Ressources financières
Tempêtes	Changements dans les modes de vie et le système de connaissances traditionnels
Érosion et envasement/dépôt	Ressources humaines
Foresterie/production de bois	Activités illégales
Élevage/pâturage d'animaux domestiqués	Destruction délibérée du patrimoine
Ressources humaines	Impacts du tourisme/de la fréquentation/des loisirs
Logement	Espèces hyperabondantes
Activités de gestion	Autres impacts des changements climatiques
Biosphère de Dyfi (R.-U.)	Pollution de l'air
Falaises de Fundy (Can.)	Foresterie/production de bois
Frontières de l'Empire romain - mur d'Hadrien (R.-U.)	Paysage industriel de Blaenavon (R.-U.)
Galloway et Southern Ayrshire (R.-U.)	Fforest Fawr (R.-U.)
Paysage de Grand Pré (Can.)	GeoMôn (R.-U.)
Site historique national de L'Anse aux Meadows (Can.)	Mont Saint-Hilaire (Can.)
Manicouagan-Uapishka (Can.)	North West Highlands (R.-U.)
Mable Arch Caves (R.-U.)	Pimachiowin Aki (Can.)
Station baleinière basque de Red Bay (Can.)	Canal et aqueduc de Pontcysyllte (R.-U.)
St Kilda (R.-U.)	Lac Redberry (Can.)
Le English Lake District (R.-U.)	Canal Rideau (Can.)
Tumbler Ridge (Can.)	Writing-on-Stone/Áisinaï'pi (Can.)

Groupe 3	Groupe 4
Logement	Développement commercial
Valorisation du patrimoine par la société	Autres impacts des changements climatiques
Pollution des eaux de surface	Impacts du tourisme/des visites/des loisirs
Pollution des eaux souterraines	Hébergement pour visiteurs et infrastructures associées
Espèces terrestres envahissantes/exotiques	Installations d'énergies renouvelables
Système de gestion/plan de gestion	Eau (pluie/nappe phréatique)
Impacts du tourisme/de la fréquentation/des loisirs	Pétrole et gaz
Beaver Hills (Can.)	Châteaux forts et enceintes du roi Édouard Ier dans l'ancienne principauté de Gwynedd (R.-U.)
Derwent Valley Mills (R.-U.)	Baie Clayoquot (Can.)
Frontières de l'Empire romain - mur d'Antonin (R.-U.)	Paysage minier des Cornouailles et de l'ouest du Devon (R.-U.)
Maritime Greenwich (R.-U.)	Littoral du Dorset et de l'est du Devon (R.-U.)
Mont Arrowsmith (Can.)	Cathédrale et château de Durham (R.-U.)
Vieille ville de Lunenburg (Can.)	Coeur néolithique des Orcades (R.-U.)
Le pont Forth (R.-U.)	Kluane/Wrangell-St. Elias/Glacier Bay/Tatshenshini-Elsek (Can.)
Waterton (Can.)	Escarpement du Niagara (Can.)
	North Devon (R.-U.)
	Vieille ville et Nouvelle ville d'Edimbourg (R.-U.)
	Southwest Nova (Can.)

Niveau de menace du groupe	Type de désignation
Élevé	Réserve de biosphère
Modéré	Géoparc mondial
Faible	Site du patrimoine mondial



Community planning at the Manicouagan-Uapishka Biosphere Reserve Planification communautaire dans la réserve de biosphère de Manicouagan-Uapishka, Canada, Canada

## Recommandations pour la réalisation du potentiel des sites pour le développement durable

Nos résultats ont conduit à quatre recommandations sur la façon de réaliser le plein potentiel des sites désignés par l'UNESCO pour le développement durable.

Les deux premières visent à améliorer les possibilités de mobilisation des ressources et d'échange de connaissances entre les sites. Cela permettrait d'accélérer les progrès du monde vers le Programme 2030 et de s'appuyer sur les possibilités existantes d'échange de connaissances en offrant des occasions plus délibérées et structurées de partager des approches innovantes du développement durable.

Les deux autres visent à renforcer les capacités individuelles et collectives des sites pour qu'ils fassent la promotion du développement durable. Ces recommandations portent sur les besoins en

ressources financières et humaines ainsi que sur les besoins en formation et en expertise.

**Recommandation 1 : Le Secrétariat de l'UNESCO, les États membres et les Commissions nationales devraient améliorer les possibilités d'échange de connaissances et de mobilisation des ressources entre les sites désignés par l'UNESCO dans différents pays en assurant un suivi régulier des défis de développement durable auxquels ils sont confrontés et en rendant les résultats accessibles dans une base de données mondiale consultable.**

Chaque site est confronté à un éventail unique de menaces et chaque menace affecte le site de manière différente. L'objectif est d'aider les gestionnaires de sites à s'associer les uns aux autres pour résoudre

des problèmes communs. Par exemple, les sites pourraient utiliser une base de données mondiale pour trouver d'autres sites qui partagent les mêmes défis. Les gestionnaires pourraient identifier des parties prenantes communes pour aider à faire face à ces menaces et défis et faire des offres conjointes de financement pour développer des stratégies innovantes afin de les atténuer.

**Recommandation 2 : Le Secrétariat de l'UNESCO, les États membres et les Commissions nationales devraient développer des réseaux thématiques multidésignations de sites de l'UNESCO afin de permettre aux gestionnaires de sites et aux parties prenantes de collaborer.**

Il existe déjà des réseaux de sites désignés par l'UNESCO qui mobilisent les connaissances, partagent les meilleures pratiques et développent des partenariats. Cependant, ces réseaux régionaux et thématiques ne comprennent que des membres d'un seul type de site désigné par l'UNESCO. Or, comme le démontre cette étude, différents types de sites désignés dans différents pays partagent des défis similaires en matière de développement durable. Il y a lieu de développer des réseaux thématiques multidésignations dont les membres proviennent de différents types de sites désignés.

**Recommandation 3 : Le Secrétariat de l'UNESCO, les États membres, les gestionnaires des sites désignés par l'UNESCO, les universités et les organisations internationales spécialisées dans la science des données devraient proposer aux sites désignés par l'UNESCO des formations sur la collecte, l'analyse, la gestion et le partage de données.**

Les données, particulièrement les données spatiales, sont importantes pour tous les aspects de la gestion du site, y compris le suivi et l'engagement de la communauté. Elles sont également importantes pour la conception et le suivi d'approches innovantes en matière de développement durable et pour le partage de ces approches au-delà des sites individuels. Pourtant, de nombreux gestionnaires de sites indiquent que le manque de formation ou de compétences spécialisées limite leur capacité à travailler avec diverses données, comme les données géospatiales, entre autres. Une formation de base sur la littératie en matière de données et sur le système d'information géographique (SIG) et/ou le traitement des données géospatiales serait utile au personnel des sites désignés.

« Dans sa forme la plus simple, un système d'information géographique (SIG) nous aide à comprendre notre espace. Avant ce projet, nous disposions d'une multitude de données sur le mur, mais elles étaient conservées dans des centaines d'endroits différents et certaines d'entre elles étaient inaccessibles. Nous aurons désormais des données accessibles en un seul endroit, mais nous devons communiquer leur valeur et faire en sorte que les bonnes personnes les ajoutent et les utilisent. »

**John Scott, coordinateur du site du patrimoine mondial du mur d'Hadrien**

« Un nouveau plan de gestion a été rédigé, mais sans les ressources financières et humaines nécessaires, le travail à réaliser pour protéger, conserver et promouvoir le site du patrimoine mondial sera irréalisable, et le plan de gestion ne sera pas pleinement mis en œuvre. »

**Site du patrimoine mondial, Royaume-Uni**

**Recommandation 4 : Les États membres et les autorités infranationales, les Commissions nationales, les autres programmes de l'UNESCO et les gestionnaires des sites désignés par l'UNESCO doivent renforcer les capacités en ressources humaines et financières de ces sites.**

Les sites qui manquent de ressources sont pris au piège dans un cercle vicieux où ils doivent prouver qu'ils peuvent remplir leur rôle de sites de développement durable pour justifier aux gouvernements qu'ils méritent un financement.

L'expérience de nombreux pays montre qu'il faut parfois cinq ou dix ans pour mettre en place des modèles de développement durable pleinement fonctionnels. Le financement de projets à court terme réduit considérablement la capacité des sites à remplir leur mandat et à gérer efficacement les paysages. Les investissements dans les organisations qui gèrent les sites désignés ont le potentiel de transformer bon nombre des défis soulevés dans l'enquête en actions concertées en faveur du développement durable à l'échelle locale, régionale et nationale.

Bénévoles nettoyant après les inondations dans la vallée de Derwent, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, Angleterre / Derwent Valley Mills WHS Partnership



## Conclusion

Les sites désignés par l'UNESCO pour le développement durable sont à la pointe du Programme 2030. Pour exploiter pleinement leur énorme potentiel, il faut des systèmes et des infrastructures d'échange de connaissances et de formations, des ressources humaines et financières et des données. Les gestionnaires de sites désignés par l'UNESCO doivent être habilités et responsabilisés en tant qu'acteurs clés pour faire progresser le développement durable, et les décideurs politiques à l'échelle locale, nationale et internationale doivent leur apporter le soutien approprié pour remplir leur rôle.

« C'est ce qui vous permet de passer à travers chaque journée. Si vous rencontrez des difficultés et que vous avez besoin d'aller quelque part pour obtenir des conseils, d'autres personnes [dans les géoparcs] de partout à travers le monde sont là pour vous aider. Quel que soit le défi devant vous, quelqu'un d'autre a probablement fait face à une situation similaire. »

**Dre Laura Hamlet, gestionnaire du géoparc des Highlands du Nord-Ouest**

Les communautés locales participent à un Bioblitz dans la région de biosphère du mont Arrowsmith / Monica Shore





**unesco**

Canadian Commission  
UK Commission